

LES MAIRIES F.N. DU VAR AU SCANNER

Depuis la campagne des législatives, la situation du Front National s'est plutôt dégradée dans notre département. Démissions, exclusions, règlements de comptes sont la tendance générale en son sein.

Il n'y a plus aujourd'hui que deux communes estampillées FN sur les trois que comptait le Var après les élections municipales. Le troisième maire, ainsi que les nombreuses et nombreux élus qui ne sont plus au FN, ne sont pas partis pour des raisons idéologiques mais suite à des conflits, ou à cause de leurs propos outranciers ne rentrant pas dans le moule médiatique du FN.

Mais l'état du FN ne doit pas nous faire baisser la garde, bien au contraire ! Les élus qui restent, dans les mairies ou au conseil départemental, sont en embuscade pour préparer les prochaines échéances électorales. Et si certaines et certains brassent beaucoup d'air, n'oublions pas qu'il est nauséabond, et qu'il se propage insidieusement dans les mairies de droite et de droite-extrême comme on vous le montre dans ce fascicule.



N°3

Février 2018

«Affront-national» Brignoles, Comité de vigilance Cogolin, Confédération Paysanne 83,
Ensemble pour le Luc, Ensemble-83, FSU 83, LDH Draguignan,
LDH Toulon, NPA 83, PCF 83, SNUipp-FSU 83, Solidaires 83, Visa 83

Contactez la coordination : codexvar@gmail.com

Entre bétonnage et dilapidation du patrimoine communal...

✓ à **Cogolin**, le maire malgré certaines déconvenues, parvient toutefois à maintenir certains dossiers auxquels il tient particulièrement : avec l'aide de son conseiller en urbanisme Smadja (cousin d'Isabelle Balkany) il poursuit son luxueux projet d'aménagement côtier (port Cogolin, Marines, Cogolin plage). Dans sa volonté de luxe, il souhaite faire venir des yachts de luxe dans le port au détriment des usagers actuels qui peinent déjà à trouver des places d'amarrage.

✓ à Cogolin, devant les irrégularités manifestes, trois associations s'unissent pour s'opposer au bétonnage du Yotel. Ce projet immobilier de 568 logements en bordure de mer aux retombées négatives pour environnement et les populations locales, mais aussi des incompatibilités avec plusieurs règles d'urbanisme. L'extrême-droite qui se gargarise de défendre le patrimoine, le bien être des populations, dénonce les "politicards véreux"... ne fait pas mieux en terme de bétonnage du littoral.

✓ à Cogolin, suite à la passation du marché public pour la commercialisation des garanties d'usage du port de plaisance des Marines, une société écartée porte plainte pour "octroi d'avantage injustifié" (délit de favoritisme). Il faut dire que les conditions de passation du marché sont assez floues et que la société ayant remporté le marché

était enregistrée un mois plus tôt avec des statuts d'entreprise d'achat vente de prêt à porter, textile, maroquinerie, chaussures et accessoires en tous genres".

✓ à **Fréjus**, David Rachline est lui aussi un bétonneur du littoral. Il revient sans cesse à la charge pour urbaniser la base nature, une zone naturelle cédée à la ville à "vocation sportive, de détente et de loisirs sans autres aménagements que ceux liés à la pratique des sports ouverts au plus large public", mais le maire veut y installer un "équipement touristique et un équipement lié aux métiers de la mer".

✓ à Fréjus, le maire franchit une étape en janvier 2018. Le conseil municipal vote le lancement d'une concession de service public en vue de créer un aquarium qui prendra place sur une partie des services techniques. Le projet global prévoit sur une surface de 7000 m² l'installation d'une discothèque, d'un hôtel, et du fameux aquarium. Ah le béton en bord de mer... le FN garant de la tradition « béton/pognon » chère à la classe politique qu'il dénonce pourtant en période électorale.

✓ à Fréjus, la maire FN soutient également la construction d'une usine de concassage de déchets du bâtiment et d'une usine de béton et d'enrobé. Ces terrains étaient à l'origine propriété de la ville et devaient accueillir des services

techniques et la cantine centrale. Outre une vente qui éveille des remarques de la Cour des comptes, les riverains se mobilisent pour le respect de leur qualité de vie.

✓ à Fréjus, le maire bétonneur du littoral, qui laisse des usines polluantes s'installer, trouve pourtant le temps et les moyens financiers de s'opposer sans cesse à l'ouverture de la mosquée. Mais là il ne s'agit pas d'une question de gros sous, mais juste de racisme envers une partie de la population de la ville, les musulmanes et musulmans. En décembre 2017, le tribunal administratif a annulé la décision par laquelle David Rachline avait interdit l'ouverture de la mosquée au public en juillet 2015.

✓ à Fréjus, béton toujours, puisque le maire souhaite construire un immeuble de 15 mètres sur la place centrale de Saint Aygulf. Là encore la population se mobilise pour faire échec à ce projet qui détériorerait leur cadre de vie. Un référendum organisé rejette massivement ce projet que David Rachline doit finalement abandonner.

✓ à Fréjus les appétits de construction du maire le poussent à dire en mars 2017 que les municipalités sont "les premiers partenaires des entreprises du BTP". Il ajoutait au sujet du programme du FN que "grâce à de nouvelles règles de la commande publique, favorisant la proximité, elles pourront être les partenaires privilégiés pour les entreprises de ces secteurs". En clair favoriser le copinage et les

magouilles locales comme cela s'est déjà vu.

✓ à Fréjus, le maire qui vante sa politique qui mène à la baisse de la dette de la ville, oublie de préciser que pour cela il dilapide le patrimoine de la commune. Un ancien des services techniques de la ville la chiffre à 36 millions d'euros de biens publics depuis le début du mandat.

✓ **au Luc**, le maire FN projette de vendre un terrain communal "La Galinasse" qui sert de parking à bon nombre de personnes habitant à proximité ou allant faire des courses en centre ville, notamment le vendredi, jour de marché. La vente se ferait au profit d'un promoteur immobilier. Au cours d'une réunion organisée pour écouter les commerçants (pourquoi pas les riverains ?), le premier adjoint a déclaré que le contrat avait déjà été signé... repris dans la foulée par le maire pour dire que non rien n'avait été signé. Pas très clair...

✓ au Luc, la mairie FN avait dès son élection liquidé la SAGEP chargée de rénover le centre ville (l'affaire est toujours en procès). Incapable du coup de gérer seule cette rénovation du centre ville, la municipalité frontiste dilapide le patrimoine communal en le vendant aux promoteurs immobiliers. Par exemple un bien estimé à 540000 € par les Domaines, vendu 40 % moins cher à un marchand de bien (SCI St Jaume).

Mauvaise foi et amateurisme...

✓ à **Cogolin**, ça va mal pour Marc Etienne Lansade. Le maire a du reculer sur plusieurs dossiers devant la colère de ses administrés : il est revenu sur sa volonté de faire payer l'utilisation de salles municipales, il a mis en suspend sa volonté de fermer l'école Chabaud, il a abandonné son projet de transformer la demeure Sellier en hôtel de luxe, ainsi que le projet de parking sous-terrain sous la place de la mairie.

✓ à Cogolin, Marc Etienne Lansade, qui veut bétonner le littoral (voir projet du Yotel) subit début février 2018 une nouvelle déconvenue. La préfecture du Var a envoyé un courrier au maire pour lui expliquer son désaccord avec les permis de construire déposés par la Cogedim, chargée du chantier. En effet, les services de l'État lui rappellent qu'il existe une loi littoral qui limite l'urbanisation du bord de mer.

✓ à **Brignoles**, en conseil municipal, alors que les consignes du FN sont de voter systématiquement contre, Jacques Danvy approuve le budget de la ville. Il explique que ce budget maintient le taux des contributions directes... contrairement au Conseil Départemental qui a augmenté les siennes... il utilise la méthode habituelle du FN : déplacer le débat d'une instance sur l'autre, mélanger les sujets, pour masquer leur vide politique.

✓ à Brignoles, en conseil municipal, Jacques Danvy évoque les changements de nom de rues, et les frais que cela engendrerait pour les commerçants obligés de modifier leur K-Biss (15,73 € pour les personnes morales... La méga ruine !). Pour étayer son propos il annonce que la Chambre de Commerce et d'Industrie a été contactée, qu'elle avait annoncé ne pas

prendre en charge ces frais. Cette dernière atteste dans un courrier à la mairie n'avoir jamais été contactée. Sonia Sensey, autre élue FN d'opposition, annonce avoir bien contacté la CCIU, mais à titre privé... bref, les interventions des élu-es ne reposent pas sur un travail de terrain cohérent.

✓ en octobre 2017, sûrement en manque de visibilité, Jacques Danvy, conseiller municipal d'opposition FN à la mairie de Brignoles, lance une polémique sur le couvre-chef de la police municipale. Il dénonce la décision de la mairie de remplacer les casquettes des agent-es municipaux par des calots, ce qui selon lui est illégal. On mène les combats qu'on peut...

✓ rappelons au passage que Jacques Danvy est élu au conseil municipal de Brignoles, commune qui ne fait pas partie de la circonscription dont il est élu départemental (canton de Garéoult). Une certaine idée de la politique de proximité dont le FN se vante pourtant à qui veut l'entendre...

✓ à Brignoles, le groupe FN avait écrit au maire pour lui reprocher d'avoir « cédé aux pressions demandant que le Père Noël ne vienne pas dans les écoles »... parce qu'il faut le dire, le FN voit partout des prétextes pour dénoncer de supposées pressions tendant à rogner « nos traditions »... Sauf que le dit Père Noël était passé dans toutes les écoles de la commune... « J'ai été mal informée » se défendra Sonia Sensey en conseil municipal... le manque de sérieux semble, lui, être une tradition chez certaines personnes (voir aussi l'affaire du changement des noms de rues).

✓ à **Forcalqueiret**, une élue FN à la Région, Aline Bertrand lance une polémique estivale autour de la restauration du Castellans, château en ruine situé sur la commune. Pétition sur les marchés, pétition en ligne... "amour du patrimoine ou manœuvre politique" titre Var Matin qui ne s'est pas trompé sur les intentions de l'élue. Difficile de ne pas le penser quand la pétition en ligne ne porte pas l'étiquette du parti, de sorte que des personnes pourtant opposées aux idées du FN ont signé. Difficile de ne pas le penser quand en tant qu'élue FN elle s'exprime dans la presse à ce sujet...

✓ à **Rocbaron**, le FN se félicite qu'un élu décide désormais de siéger sous l'étiquette FN. Cet élu, Bernard Nonnon (retraité) avait été élu sur la liste d'opposition divers gauche, avant de rejoindre la majorité municipale divers droite, pour venir à l'extrême-droite avec le FN. Il s'agit, le moins qu'on puisse dire, d'un élu qui sait où il va... ou pas... il dit lui-même "je ne suis pas dans les histoires de politique", ce qui pour faire de la politique peut être assez gênant non ?

Législatives (suite et fin du n°2)

✓ dans la 8ème circonscription, Pierre Jugy candidat sans étiquette soutenu par le FN (il faut oser !), a eu pour directeur de campagne un adjoint au maire de Fréjus en la personne de Williams Aureille. Sans étiquette mais de couleur bleu marine...

✓ dans la 4ème circonscription, le parachuté Lottiaux, collaborateur de David Rachline à la mairie de Fréjus, conseiller régional, cherche le cumul en se présentant aux législatives. Pour la parité (sic !), son suppléant sera Marc-Etienne Lansade, maire de Cogolin qui avait déclaré ne pas vouloir se lancer dans la bataille législative pour se consacrer à sa ville.

✓ dans la 7ème circonscription, Damien Guttierrez l'exclu du FN et girouette politique, avait tout fait pour

être accepté par le mouvement En Marche et obtenir une investiture pour les législatives. Las, il jette l'éponge pour soutenir Jean-Pierre Colin, candidat UDI qui se proclame "Macron compatible". Ce dernier le trouvant "très dynamique et très proche de son terrain" lui fera-t-il une place aux prochaines municipales ?

✓ dans la 6ème, c'est un ex-FN qui se présente sous la bannière "l'Union des Patriotes" regroupant des anciens du FN "tendance Jean-Marie Le Pen" (Comités Jeanne), des membres du Parti de La France de Carl Lang, et de Civitas mouvement d'extrême-droite catholique. Cet ancien du Département Protection Sécurité (DPS) du FN, rejette la "ligne Philippot" et l'éviction de Jean-Marie Le Pen, co-fondateur du parti, et ce qu'est "devenu le FN"...

Reculades et petits arrangements

✓ à **Cogolin**, à force de démissions sur la liste FN, de nouvelles élections auraient du avoir lieu. En novembre 2017, le maire à retiré ses délégations à Fati Fiandino, l'adjointe aux affaires sociales qui a immédiatement démissionné du conseil municipal. Le maire n'avait plus de majorité, mais c'était sans compter sur l'opposition de droite qui aurait pu démissionner elle aussi pour provoquer de nouvelles élections. Mais non... il s'est même trouvé un transfuge pour sauver la majorité en débâcle...

✓ à **Cogolin**, un autre projet du maire a été recalé en janvier. Le déménagement du LIDL de la ville vers des terres agricoles le long de la D98. Des services de l'état et départementaux ont contesté la modification du PLU qui avait été adoptée par la mairie. Cela n'arrange pas les affaires du maire qui, dans son grand jeu de monopoly, avait envisagé de transférer l'école Chabot... sur le terrain occupé actuellement par LIDL. Il pensait ainsi que, suite au futur déménagement de la caserne des pompiers, il pourrait ainsi récupérer une très grande surface en plein centre ville en vue sans doute d'opérations immobilières juteuses. Cette fois-ci, c'est raté !

✓ **au Luc**, le maire, dans l'extrême-droite ligne de son parti, use de menaces physiques à l'encontre d'un opposant, responsable de l'association "Ensemble pour le Luc" (membre de la CODEX 83). Une plainte a été déposée. L'intimidation, les menaces et la violence sont des éléments récurrents avec les militantes et militants d'extrême-droite.

✓ **au Luc**, malgré le discours sécuritaire du FN, malgré le discours de soutien sans nuance aux forces de l'ordre et de sécurité... 3 postes d'agents de la police municipale sur 10 étaient vacants en

décembre 2017. A tel point que le maire à fait voter une augmentation de leur indemnité spéciale de 30 €. Bien loin des avantages qu'il s'est octroyé pour l'exercice de ses fonctions (une indemnité forfaitaire de 350 € par mois).

✓ **au Luc**, pour s'opposer en juin 2017, à la venue d'un cirque avec animaux, le maire avait pris un arrêté municipal. Cet arrêté a été annulé par le tribunal administratif en décembre 2017 car illégal, cette compétence ne relevant pas du pouvoir d'un-e maire. Quoi que l'on pense des cirques avec animaux, pour un parti prônant le strict respect de la loi, de l'autorité et qui se veut exemplaire... c'est plutôt raté.

✓ **au Luc**, le maire Pascal Verrelle annule la programmation du film "Chez nous" qui relate l'implantation d'un parti d'extrême droite dans une commune du Nord de la France. Il montre ainsi sa volonté de contrôler la programmation du cinéma municipal du Luc, et surtout une vision étriquée de la liberté d'expression.

✓ **au Luc**, Michel Jambard, le secrétaire de section FN, également conseiller municipal, est président d'une association locale ("A tous cœurs"). Pascal Verrelle, maire FN prône pourtant une "vie associative apolitique" quand il s'agit de ses adversaires. Quelle cohérence ! Ne faites pas ce que nous faisons !

- **au Luc**, le traditionnel cadeau de Noël 2016 des personnes âgées de plus de 70 ans frôle le mépris : une petite boîte de chocolat pour les femmes, une bouteille de muscat pour les hommes. Outre le sexisme habituel de ce type de cadeaux, on comprend la déception chez les personnes âgées habituées à plus de "respect pour les anciens"... Économies, économies prône le maire du Luc !

Bien loin de la laïcité...

✓ à La Garde, dans le cadre de l'expression libre du bulletin municipal, le groupe FN attaque sur le sujet des crèches dès le numéro du mois de novembre 2017 en disant espérer qu'une crèche sera érigée dans le hall de la mairie. Il n'est jamais trop tôt pour relancer la lubie de l'extrême-droite de voir fleurir des crèches partout dans l'espace public au mépris de toute laïcité. C'est d'ailleurs ce "prétendu laïcisme" qui est dénoncé pour mal cacher ce flagrant rejet de la séparation de l'église et de l'état.

✓ à La Garde, le groupe FN semble focaliser son opposition municipale sur la question de la laïcité, mais à leur sauce... Dans le numéro de décembre 2017, il revient sur l'édito du 03/11 pour dénoncer le terme de "vacances d'automne" auquel ces élu-es FN auraient préféré "vacances de toussaint". Pour eux, c'est une victoire des ayatollahs, des "tentatives laïcistes", et ajoutent "sous le prétexte d'accepter l'étranger, on renie ce que nous sommes"... Voilà la réalité des intentions : la laïcité pour le FN n'est qu'un moyen de marquer son rejet de l'autre, surtout s'il est musulman...

Un parti qui va à la soupe...

✓ David Rachline, sénateur-maire de Fréjus, reconnaît avoir été employé par la région Nord-Pas-De-Calais alors qu'il était dans le même temps élu du Var. Cela n'aurait selon lui duré que 3 mois, fin 2010... il touchait 11000 euros net comme assistant de groupe. Elu à la région PACA, conseiller municipal d'opposition à Fréjus, il arrivait également à bosser à plus de 1000 km de là. C'est ce que l'on appelle un élu de terrain ?

✓ au Luc, Pascal Verelle s'attribue une indemnité forfaitaire de 350 € par mois, en justifiant que "60 % des maires de France ont recours à des frais de représentation". Sauf que cette indemnité est forfaitaire, donc sans obligation de fournir des justificatifs... quand on vient d'un parti politique qui fustige le manque de transparence des autres, ça fait un peu tâche !

✓ à Nice, Marie-Christine Arnautu, vice-présidente du FN (suspendue pour avoir soutenu Jean-Marie Le Pen au moment de son éviction du parti), députée européenne, embauche Loriane Schoch comme assistante parlementaire local. Les assistants locaux n'ont pas obligation d'être présent à Bruxelles... Loriane Schoch, ancienne attachée de presse du groupe Identitaire Nissa Rebella, est la femme de Philippe Vardon. Le FN des Alpes-Maritimes recycle au maximum les ancien-nes Identitaires.



La vie du parti : **entre conflits internes, départs à** **répétition et règlements de comptes**

✓ **au Luc**, la deuxième maire FN, Patricia Zirilli, avait annoncé sa démission pour raison de santé... puis avait avoué avoir quitté ses fonctions en raison de tensions internes au parti. Un mois avant le 1er tour des élections présidentielles, elle annonce qu'elle votera pour François Fillon... La cohérence est de mise dans le parcours politique de certain-es membres du FN, pourtant amené-es à jouer un rôle politique de premier plan (maire d'une commune par exemple).

✓ dans la 2ème circonscription, Virginie Sanchez responsable de la section FN de La Seyne sur mer, suspendue du FN pour un différend avec Frédéric Boccaletti. Suite à un article de presse faisant état du fait qu'elle continue quand même à tracter pour le FN, la responsable FN de la circonscription se sent obligée de démentir tout lien avec elle, afin de sauver sa probable future investiture aux législatives. Au FN on file doux, sinon on vire...

✓ dans la 6ème circonscription, l'ancien élu d'opposition FN de Brignoles, Laurent Lopez, avait quitté la vie politique et le FN pour raisons de santé, mais pas que... revient sans étiquettes pour les législatives. Il en profite pour égratigner ses ancien-nes ami-es du FN, parmi lesquels "des gens brillants, et d'autres... beaucoup moins". Selon lui, le secrétaire départemental, Frédéric Boccaletti ne contrôle plus rien. Il ajoute qu'à force de copinage (tant décrié chez les adversaires "du système"), le FN, à

force d'arrangements et de népotisme, a fait élire "des chèvres".

✓ après les élections présidentielles et législatives de 2017, et devant les règlements de comptes internes au parti, le FN varois commence à connaître lui aussi des remous. Boccaletti, secrétaire départemental, admet des distorsions entre les anciens du parti et les arrivistes des dernières années "à chaque scrutin, on a des anciens qui sont déçus, des nouveaux qui protestent".

✓ plusieurs arrivistes départementaux ont déjà quitté le parti qui les avait fait élire à un moment où il avait le vent en poupe. On citera le premier maire du Luc (Philippe Lagrange), on citera la deuxième maire du Luc (Patricia Zirilli) qui ont tous deux démissionné avant de quitter le parti.

✓ plus récemment c'est le maire de Cogolin, ancien porte parole de campagne de Marion Maréchal Le Pen, qui a annoncé sa démission du FN, tout en gardant le fauteuil de maire et d'élu régional. Savoir prendre ou lâcher une étiquette politique à des fins personnelles semble être un crédo. En tout cas il ne le cache pas : "Cogolin n'avait rien à gagner à porter cette étiquette; les électeurs qui ont voté en 2014 ont, pour beaucoup, pris leur distance avec le Front", tout est dit.

✓ le FN connaît bien ses troupes, gère bien son parti, et le montre (sic) ! Le 1er octobre, en remplacement de David Rachline qui choisit le fauteuil de

maire (loi sur le cumul des mandats), c'est Claudine Kauffmann qui reprend le siège FN varois au Sénat. Boccaletti dit alors "Je lui fais confiance pour succéder dignement à David Rachline". La 4 octobre l'élue est suspendue du FN (voir plus bas) et on apprend qu'elle aurait été, avant sa nomination, menacée pour laisser sa place à Boccaletti suivant sur la liste... ce dernier porte plainte. La confiance aura été de courte durée...

✓ à peine élue sénatrice, Claudine Kauffmann fait la une des journaux. Cette élue d'opposition à La Celle, avait fait sur Facebook une comparaison scandaleuse entre des migrants et des nazis. Cette comparaison qui lui a valu la suspension du FN, est pourtant assumée par l'élue "Qu'on parle de moi en bien ou en mal peu importe. L'essentiel, c'est qu'on parle de moi.". Au moins c'est dit clairement.

✓ peu de temps après son élection, la sénatrice ex-FN prenait comme attaché parlementaire un autre ancien du FN, l'ancien conseiller départemental Laurent Lopez qui avait cru pouvoir reprendre son siège aux dernières législatives.

✓ à **Fréjus**, décembre 2017, Gérard Amen, le consultant en communication de Rachline claque la porte. Selon ses propos il ne cautionne pas "les dérives de l'éthique et de la gestion de son maire". Il poursuit "Instrumentalisé par un groupuscule nauséabond, Rachline

n'est plus aujourd'hui dans l'action et reste confiné dans l'incantation ou la stigmatisation, sans vision et rarement dans la gestion. Ces errements sont à l'image du FN qui après avoir soulevé une espérance d'alternative de gouvernance se révèle incapable de structurer un projet social économique crédible". Nous le savions déjà, mais quand c'est dit de l'intérieur...

✓ à Fréjus, Gérard Amen qui quitte le FN, était membre du bureau depuis 3 ans et adjoint de circonscription délégué à Saint-Raphaël. C'est dire si le parti démontre son incapacité à "recruter" des cadres fiables dans la durée...

✓ Frédéric Boccaletti, secrétaire départemental du FN, a annoncé fin novembre 2017 qu'il avait demandé à être remplacé à partir de 2018. Le parti connaît de nombreux couacs depuis la campagne des élections présidentielles, ce qui ne s'est pas arrangé après les élections. Nombreuses sont les démissions du parti, les démissions de divers mandats, les exclusions d'élus-es... La fédération varoise traverse une crise comme l'ensemble du parti. L'histoire ne dit pas (encore) si Frédéric Boccaletti est écarté de son poste à cause de son attitude "dictatoriale" ou si il souhaite réellement se consacrer à ses mandats électifs (opposition municipale à Six-Fours et conseiller régional).



Racisme toujours et refus d'accueillir les migrant-es

✓ à **Fréjus**, au mois de mai 2017, en plein dans l'entre deux tours des présidentielles, la revue municipale, censée être une revue d'information, titre "Scandale d'Etat" avec une photo de la mosquée en toile de fond. Pareil en bas de la première de couverture un titre "Conseil municipal : Impôts locaux toujours stables". Le FN utilise clairement la revue municipale à des fins de propagande en période électorale (pratique interdite par le Code électoral).

✓ à Fréjus, David Rachline multiplie les déclarations pour assimiler les migrants à une invasion porteuse de tous les maux. En juillet 2017, au Sénat il déclarait que la réapparition de maladies infantiles était liée à l'immigration massive.

✓ **au Luc**, l'État implante un centre d'accueil et d'orientation pour migrants (CAO). Il n'en faut pas moins pour que Pascal Verrelle le maire FN de la commune dénonce une volonté de lui faire payer son "étiquette politique". Plusieurs CAO ont déjà été ouverts dans d'autres communes varoises qui ne sont pas gérées par une municipalité d'extrême-droite... difficile d'y voir donc une quelconque punition politique...

✓ au Luc, pour s'opposer à l'ouverture du CAO en janvier 2018, le maire évoque d'emblée les risques de troubles à l'ordre public que cette ouverture entraînerait... mais ne peut s'empêcher de lâcher le fond de sa pensée au sujet des "soi-disant réfugiés, qui sont de véritables clandestins, sur le sol français". Il

ajoute à propos des migrants que "leur sexualité pose souvent problème". Ces propos inadmissibles ne reposant sur aucun fondement, ne sont qu'une affirmation du racisme qui seul guide la position du maire. Il affirme avoir le soutien de la sénatrice Kauffmann (ex FN, virée quelques jours après sa nomination), et de la députée LREM (qui dément).

✓ à **Toulon**, en janvier 2018, alors que se tient une projection du film « Silence, on se noie » au théâtre Liberté, une trentaine de militant-es du FN déploie pendant une vingtaine de minutes une banderole « Les nôtres avant les autres ! ». Le temps d'une photo pour la presse, le temps de vomir encore une fois sa haine de celles et ceux qui meurent noyés en méditerranée.

✓ dans la 6ème, la candidate «Debout La France» de Dupont-Aignan, porte visiblement les mêmes valeurs que le FN : "on peut tous vivre ensemble en respectant nos valeurs et nos coutumes" (coutumes = religion chrétienne), sur les immigré-es : "on ne peut plus accueillir des gens qui viennent gratter les avantages sociaux en France", "il faut susciter la préférence nationale", "je ne suis pas raciste, mais il y a quelque chose qui me gêne", "il y a le refus systématique des étrangers à s'intégrer. Et en plus, ils ramènent leurs coutumes ici", "Nous sommes parfois au bord de la guerre civile", "éventuellement les migrants chrétiens. Il y a une priorité quand même". Pas pareil, mais quand même, puisqu'ils prônent les mêmes idées, et participent à leurs propagations.

✓ lors d'un meeting FN au Luc le 13 janvier 2018, Frédéric Boccaletti, secrétaire départemental du FN terminant son mandat a dit "Mais s'ils aiment tant les clandestins. Au lieu d'utiliser l'argent public, je leur propose qu'ils les reçoivent chez eux plutôt que les imposer à l'ensemble de nos compatriotes." Il faisait référence aux migrant-es venant demander l'asile en France et au CAO qui doit ouvrir au Luc. L'extrême-droite mélange à volonté les notions. Un demandeur d'asile n'est pas un clandestin, mais

qu'importe pour le FN, l'étranger est mauvais et doit partir surtout s'il n'est pas blanc.

✓ filmé en camera cachée pour un documentaire de la chaîne C8, Benoît Loeuillet, conseiller régional FN à la région PACA tient des propos négationnistes à propos de la Shoah "il n'y a pas eu de meurtre de masse comme cela a été dit"... il est aussitôt suspendu du parti. Ancien membre des Identitaires de Nice, il est un nouvel exemple que le FN n'a pas changé.

Porosité droite - extrême-droite

✓ à **La Londe**, début mai 2017, on apprend que l'hôtel F1 va devenir un centre de demandeurs d'asile. Le maire LR, François de Canson, organise rassemblement et conseil municipal extraordinaire pour protester, invoquant des "troubles à l'ordre public"... Comme les maires de Tourves et de Pierrefeu plus d'un an avant, il fait le lien entre les migrant-es et des pseudos question d'insécurité, comme le fait le FN.

✓ dans la 6eme circonscription, le duo LR-UDI Marc Lauriol et Josette Pons, diffuse un tract pour les élections législatives. On peut lire qu'ils veulent "limiter strictement toute immigration tant que nos concitoyens n'ont pas au moins les mêmes droits que les migrants". C'est complètement faux, les migrants n'ont pas plus de droits, voire moins ! Laisser croire cela revient à se mettre au même niveau que le FN et l'extrême-droite : sur le terrain du mensonge pour attiser les haines.

✓ **au Luc**, toujours au sujet du refus d'implantation d'un CAO, le maire reçoit le soutien de la liste d'opposition "ID pour le Luc" (divers droite, dont la tête de liste est conseiller départemental de la majorité). Même si elle rappelle son opposition à la charte "Ma ville sans migrants" que le maire avait fait voter, il ne faut pas oublier que comme l'extrême-droite, la droite varoise à plusieurs fois déjà notifié son refus des CAO (Pierrefeu, Tourves, La Londe...).

✓ à **Sainte Maxime**, suite à l'ouverture d'un CAO, le maire ferme, dès l'arrivée des migrant-es, l'arrêt de bus « simplicité » pour empêcher les demandeurs d'asile de se déplacer. Il a ainsi également empêché les déplacements de toutes les habitantes et habitants du quartier. Le maire a dû faire marche-arrière en janvier 2018.

La Coordination Départementale contre l'Extrême-Droite

La Coordination Départementale contre l'Extrême-Droite (Codex 83) se réunit régulièrement pour échanger informations et analyses sur l'actualité dans le département du Var des élu-e-s et militant-e-s du Front National et de l'extrême-droite en général.

Nous avons réalisé une première brochure « Les Mairies FN du Var au scanner » en novembre 2015. Elle reprenait l'actualité de l'extrême-droite varoise depuis les élections municipales de mars 2014 à novembre 2015.

La deuxième brochure de « Les Mairies FN du Var au scanner » date de mars 2017. Elle est la continuité de la première et s'étale sur la longue période électorale qui a précédé les élections législatives et présidentielles de 2017.

Ces deux brochures sont toujours disponibles auprès des membres de la Codex 83.

Pas une voix pour le Front National !

« Tête haute et mains propres », c'est une blague ! Le Front National est soupçonné d'avoir organisé un système d'emplois fictifs d'assistants de députés européens pour rémunérer des cadres ou employés du parti, enquête ouverte pour laquelle Marine Le Pen refuse de répondre aux convocations de la justice en utilisant son immunité parlementaire (le « système » à du bon !). Le micro parti de Marine Le Pen, « Jeanne », est visé par une enquête judiciaire, sur des flux de plusieurs millions d'euros avec son prestataire Riwal concernant des faits présumés de financement illégal lors de la campagne électorale. Marine Le Pen et son père sont visés par une enquête sur leurs déclarations de patrimoine respectives.

Le FN, « social » ? Non, c'est un danger pour le monde du travail ! Le FN dit qu'il défend les salariés. Alors que :

- Il s'attaque au système de retraite solidaire
- Il combat les organisations syndicales et s'oppose au droit de grève
- Il s'attaque aux services publics et voudrait les privatiser pour la plupart.
- Il supprime la cantine scolaire, ou augmente son coût pour les parents au RSA (à Villers-Cotterêts, au Pontet)

Le FN, un danger pour les droits des femmes ! Il veut supprimer le remboursement de l'avortement... ce qui le rendrait inaccessible à la plupart des femmes ! Le FN veut aussi renvoyer les femmes au foyer : « Les femmes au foyer libèrent des postes pour les hommes et assurent une meilleure éducation des enfants » (D. Martin, député européen FN). C'est le but avoué de sa proposition d'un «revenu parental».

Le FN, un danger pour l'égalité ! Le principe de « préférence nationale » est la négation de l'égalité. Il conduit au rejet de populations : les étrangers, les musulmans, les homosexuels, les syndicalistes, les militants des droits de l'Homme. Le FN est contre les menus de substitution dans les cantines, contre l'ouverture de mosquées...

Le FN, un danger pour les libertés ! Le FN s'attaque à des manifestations culturelles. Dans les villes qu'il dirige, il retire les subventions aux associations, s'oppose à la liberté d'expression et de création comme à Fréjus ou à Marseille dans les 13-14èmes arrondissements, empêche la presse de faire son travail (Fréjus, Hénin-Beaumont).

**Pour une société accueillante, solidaire, fraternelle
Pas une voix pour le Front National**

Le 3 mai 2017